

Politique | La question grecque, vue par Anastasios Bougas, ancien fonctionnaire de la Commission européenne



Ce mercredi 20 février, Anastasios Bougas, ancien fonctionnaire de la Commission européenne, donnait à la Maison de l'Europe de Bordeaux une conférence sur "La question grecque". Alors que le président François Hollande a confirmé son soutien à la Grèce durant sa visite, le regard de l'économiste grec semble assez perçant, jugeant des erreurs de son pays et de l'attitude de l'Europe à son égard. Donnant chiffres et arguments avec précision, il décrit un pays affaibli par des heures difficiles que la politique actuelle n'arrive pas à stopper, et une sortie de crise plus longue que prévue.

"La période où on laissait aller" L'ancien fonctionnaire de la Commission européenne réfute les allégations de maquillage des statistiques pour l'admission de la Grèce dans la zone euro : le déficit budgétaire était de 2,5% en 1999 et de 3,07% en 2004 après que le gouvernement conservateur ait changé la méthode de calcul (les dépenses militaires se comptant désormais dès la commande, et non plus à la livraison) ; en 2005, "la Commission annule cette méthode et les chiffres restent".

Anastasios Bougas reconnaît qu'il y avait beaucoup de problèmes avec les données grecques à cette époque : "tous savaient, mais c'était une période où on laissait aller". Pour lui, la Grèce a eu une grande responsabilité, pas seulement dans les derniers mois : son développement économique, d'abord axé sur les ressources naturelles puis sur une politique de substitution industrielle, serait en cause.

"L'Europe responsable ? Indiscutablement, oui." "La Grèce n'avait pas de politique engagée pour s'adapter à l'union monétaire", il en veut pour exemple sa structure de consommation, avec une épargne à 7% quand la moyenne européenne est à 15%. En cinq ans (de 2004 à 2009), le déficit grec est passé de 3,07% à 12%, les dépenses publiques ont explosé, les recettes se sont effondrées ; "c'est un des problèmes qui a poussé toutes les agences de notation à douter de la Grèce", commente Anastasios Bougas.

Le plus important reste à ses yeux la responsabilité de l'Europe : "tous ces chiffres étaient sus, mais on avait pris l'habitude de ne pas gêner les pairs et ce système a permis de dérailler un peu plus la machine". Il était selon lui inconcevable de "prêter avec un même taux d'intérêt à des pays qui avaient des balances si différentes".

"On ne voit pas de perspective" Le programme de stabilisation est pour lui "un programme

classique du FMI", prévoyant un déficit à 2% en 2014. La Grèce prend des décisions dans le sens du programme : réduction des dépenses, baisse des salaires dans le secteur privé, vingt-cinq mesures sur les impôts, grande réforme de la santé ou encore plafonnement des retraites. S'il note quelques points positifs, il met également en relief de graves décisions comme la suppression totale des conventions collectives ou certaines privatisations. Pour Anastasios Bougas, la Grèce n'est pas encore sortie d'affaire avec un système bancaire sur la défensive, un parlement dévalorisé et un parti nazi qui ne cesse de gagner en visibilité. Le pays n'a "pas le choix de ne pas avancer vers la stabilisation" et pour cela, "le gouvernement doit mettre en place un programme plus raisonnable".



Laura Jarry

*Crédit Photo : Aqvi.fr - Tous droits réservés.
Publié sur aqvi.fr le 21/02/2013
[Url de cet article](#)*